



Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Présidence de la République
55, rue du Faubourg Saint Honoré

75008 PARIS

Paris, le 29 novembre 2023

Lettre ouverte des professionnels des filières agricoles françaises

Accord de libre-échange UE-MERCOSUR : L'Union européenne n'a toujours pas entendu le NON de la France !

Monsieur le Président de la République,

Vous avez, à maintes reprises, exprimé une position claire contre la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. En février dernier, dans les allées du Salon International de l'Agriculture, vous réassuriez les professionnels de nos filières : « *Un accord avec les pays du continent latino-américain n'est pas possible s'ils ne respectent pas comme nous les accords de Paris et s'ils ne respectent pas les mêmes contraintes environnementales et sanitaires qu'on impose à nos producteurs.* »

En juin dernier, cette position de la France prenait même une dimension officielle dans une Résolution de l'Assemblée Nationale soutenue par le Gouvernement, adoptée à la quasi-unanimité des groupes politiques.

Pourtant, la Commission européenne continue de faire fi de ce NON de la France.

En effet, ce NON de la France n'a pas empêché la Commission de proposer aux Etats du Mercosur un projet « d'addendum environnemental » n'intégrant, d'aucune manière, de clauses miroir visant à conditionner l'accès des produits sud-américains à notre marché au respect des normes de production environnementales et sanitaires qui nous sont imposées. Ainsi, addendum ou non, le poulet dopé aux antibiotiques, le bœuf engraisé en *feedlot* de 30 000 animaux, le maïs traité à l'atrazine et autres produits phares des exportations brésiliennes accèderaient sans restriction aux quotas d'importation à droits de douane nuls ou réduits tels que prévus dans l'accord conclu en 2019.

Ce NON de la France n'a pas, non plus, incité la Commission européenne à la prudence dans ses prises de paroles sur le sujet. Au contraire, ses représentants ont multiplié les appels publics à la ratification au cours des dernières semaines. Le calendrier semble même fixé : l'annonce pourrait intervenir d'ici au 7 décembre, à l'occasion d'un sommet du Mercosur. Hasard du calendrier, ou non : cette annonce se ferait donc également... au beau milieu de la COP28.

AIBS
43-45 rue de Naples

75008 PARIS

ANVOL
7 rue du Faubourg
Poissonnière
75009 PARIS

INTERCEREALES
23-25 avenue de Neuilly

76116 PARIS

INTERBEV
207, rue de Bercy

75012 PARIS



Et ni l'incompatibilité criante de l'accord et son addendum avec les engagements climatiques de l'Union européenne, ni l'élection en Argentine d'un nouveau Président climato-sceptique ne semblent de nature à détourner la Commission européenne de son objectif.

Ceci, alors même que l'écart de concurrence environnemental et sanitaire avec les productions brésiliennes ne cesse de se creuser au gré des interdictions imposées à nos filières sur les moyens de production. Et sans compter les durcissements de réglementations à venir assimilant certains secteurs agricoles aux activités industrielles les plus polluantes et stigmatisant nos métiers. Une stigmatisation croissante qui met en péril le défi pourtant gigantesque du renouvellement des générations d'agriculteurs sur nos territoires.

Alors, Monsieur le Président de la République, nous nous en remettons une nouvelle fois à vous pour taper, une fois pour toutes, du poing sur la table.

Si, comme nous le croyons, la voix de la France pèse encore à Bruxelles, vous devez exiger l'arrêt immédiat des discussions telles qu'engagées en vue de la ratification de l'accord.

Si, comme vous l'avez affirmé, relever le défi de la souveraineté alimentaire est une priorité pour notre pays, vous devez tenir cette position ferme en bloquant toute tentative de contournement des États membres dans le processus de ratification.

C'est toute la crédibilité des engagements pris par la France auprès des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui travaillent chaque jour dans nos filières pour produire une alimentation de qualité, sur nos territoires, qui est ici en jeu. Ce sont, aussi, les garanties que l'Etat doit aux consommateurs quant à la sécurité sanitaire des produits qu'ils consomment qui sont ici questionnées. Nous comptons donc sur votre action, Monsieur le Président de la République, pour faire en sorte que le NON de la France à l'accord UE-MERCOSUR soit, enfin, entendu et respecté à l'échelle de l'Union européenne.

Nous vous prions d'agrèer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Le Président
de l'AIBS

Le Président
d'ANVOL

Le Président
d'INTERCEREALES

Le Président
d'INTERBEV

Alain CARRE

Jean-Michel SCHAEFFER

Jean-François LOISEAU

Jean-François GUILLARD

AIBS
43-45 rue de Naples

75008 PARIS

ANVOL
7 rue du Faubourg
Poissonnière
75009 PARIS

INTERCEREALES
23-25 avenue de Neuilly

76116 PARIS

INTERBEV
207, rue de Bercy

75012 PARIS